

**Treizième Conférence annuelle
des Hautes Parties contractantes au Protocole II
modifié annexé à la Convention sur l'interdiction
ou la limitation de l'emploi de certaines armes
classiques qui peuvent être considérées comme
produisant des effets traumatiques excessifs
ou comme frappant sans discrimination**

12 décembre 2012

Original: français

Genève, 11 novembre 2011

Compte rendu analytique de la 1^{re} séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le vendredi 11 novembre 2011, à 10 heures

Président provisoire: M. Arias Palacio (République bolivarienne du Venezuela)
Président: M. Hoffmann (Allemagne)

Sommaire

Ouverture de la Conférence

Confirmation de la désignation du Président de la Conférence et des autres membres du Bureau

Adoption de l'ordre du jour

Reconduction du Règlement intérieur

Nomination du Secrétaire général de la Conférence

Adoption de dispositions pour pourvoir aux coûts de la Conférence

Organisation des travaux, y compris ceux de tous organes subsidiaires de la Conférence

Message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Rapport de tous organes subsidiaires

Échange de vues général

Examen du fonctionnement et de l'état du Protocole

Examen des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié

Examen de l'évolution des technologies, aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination

La séance est ouverte à 10 h 20.

Ouverture de la Conférence

1. **Le Président provisoire**, s'exprimant au nom du Président de la douzième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, M. Mundaraín Hernández déclare ouverte la treizième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 et qui est annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

Confirmation de la désignation du Président de la Conférence et des autres membres du Bureau

2. **Le Président provisoire** rappelle qu'à leur quatrième Conférence annuelle les Hautes Parties contractantes ont, pour assurer la continuité des travaux préparatoires, décidé que les futurs présidents et vice-présidents seraient désignés à la fin de chaque conférence annuelle. Ainsi, à la douzième Conférence annuelle, le représentant de l'Allemagne a été désigné Président de la treizième Conférence annuelle (voir CCW/AP.II/CONF.12/6, par. 30). Le Président provisoire ajoute qu'en l'absence d'objections il considérera que la Conférence souhaite confirmer la désignation de M. Hellmut Hoffmann, Ambassadeur d'Allemagne, comme Président.

3. *Il en est ainsi décidé.*

4. *M. Hoffmann (Allemagne) prend la présidence.*

5. **Le Président** fait observer que la treizième Conférence annuelle s'ouvre le jour anniversaire de l'armistice de 1918 et souhaite que la Conférence en soit inspirée. Il rappelle qu'à leur quatrième Conférence annuelle les Hautes Parties contractantes ont décidé de faire passer de deux à trois le nombre de vice-présidents. Se référant à la décision prise lors de la douzième Conférence annuelle s'agissant de la répartition des postes de vice-président (voir CCW/AP.II/CONF.12/6, par. 30), le Président dit que, après consultation avec les groupes régionaux et la Chine, il semble y avoir accord sur la désignation de M. Wang Qun, de la Chine, de M. Homero Luis Hernández Sánchez, de la République dominicaine, et de M^{me} Maria Ciobanu, de la Roumanie, comme Vice-Présidents de la treizième Conférence annuelle. Il considère que la Conférence souhaite confirmer ces nominations.

6. *Il en est ainsi décidé.*

Adoption de l'ordre du jour (CCW/AP.II/CONF.13/1)

7. **Le Président** rappelle qu'il a été convenu, à la douzième Conférence annuelle, de recommander à la treizième Conférence un ordre du jour provisoire (CCW/AP.II/CONF.13/1). Il croit comprendre que la Conférence souhaite adopter ledit ordre du jour provisoire.

8. *Il en est ainsi décidé.*

Reconduction du Règlement intérieur

9. **Le Président** rappelle que le Règlement intérieur des Conférences annuelles des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié a été adopté par la première Conférence annuelle, puis modifié par la quatrième Conférence, et qu'une version mise à jour du Règlement intérieur (CCW/AP.III/CONF.6/2) est disponible sur le Système de

diffusion électronique des documents officiels (ODS) de l'ONU. Il croit comprendre que la Conférence souhaite reconduire le Règlement intérieur tel qu'il a été modifié en 2002.

10. *Il en est ainsi décidé.*

Nomination du Secrétaire général de la Conférence

11. Se référant à l'article 10 du Règlement intérieur, **le Président** dit que, conformément à la pratique établie, M. Bantan Nugroho, Chef de l'Unité d'appui à l'application au Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement, a été nommé Secrétaire général de la Conférence par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il croit comprendre que la Conférence souhaite confirmer la nomination de M. Nugroho à ce poste.

12. *Il en est ainsi décidé.*

Adoption de dispositions pour pourvoir aux coûts de la Conférence

13. **Le Président** rappelle que l'estimation des coûts de la treizième Conférence annuelle a été examinée à la douzième Conférence (voir CCW/AP.II/CONF.12/6, annexe IV). Il croit comprendre que la Conférence souhaite adopter cette estimation.

14. *Il en est ainsi décidé.*

Organisation des travaux, y compris ceux de tous organes subsidiaires de la Conférence

15. **Le Président** dit qu'en raison de la brièveté de la Conférence il ne compte pas proposer la création d'un organe subsidiaire à ce stade. Il rappelle, toutefois, que la dixième Conférence annuelle a décidé d'établir un groupe d'experts informel à participation non limitée et que la douzième Conférence a prévu que ledit groupe se réunirait les 4 et 5 avril 2011 afin d'examiner le fonctionnement et l'état du Protocole, les questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes et l'évolution des technologies aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination, sous la responsabilité générale de M. Laassel (Maroc), Coordonnateur, ainsi que la question des dispositifs explosifs improvisés, sous la responsabilité générale de M. Wollenmann (Suisse), Coordonnateur. Le Groupe d'experts a une fois encore prouvé son utilité en tant qu'instrument de promotion de la coopération entre les États parties dans la mise en œuvre du Protocole. Les États ont considérablement enrichi leurs connaissances sur la question des dispositifs explosifs improvisés et le Groupe a pu se pencher de façon plus informelle sur la façon dont les dispositions du Protocole sont appliquées.

16. Le Président propose à la Conférence d'entendre en premier lieu les Coordonnateurs, au titre du point 12 de l'ordre du jour, puis de tenir son échange de vues traditionnel, qui portera sur toutes les questions de fond inscrites à l'ordre du jour. Il précise que les délégations qui souhaiteront aborder uniquement les questions de fond examinées dans les rapports des Coordonnateurs pourront le faire après l'échange de vues général. La Conférence examinera ensuite les points 9, 10 et 11 de l'ordre du jour en séance plénière, avant la tenue, si nécessaire, de consultations officieuses, qui seront elles-mêmes suivies d'une nouvelle séance plénière au cours de laquelle la Conférence procédera à l'examen du projet de document final.

Message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

17. Sur l'invitation du Président, **M. Tokayev** (Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève et Secrétaire général de la Conférence du désarmement) donne lecture du message adressé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux participants à la treizième Conférence annuelle.

18. Dans son message, le Secrétaire général de l'ONU dit que les mines, pièges et autres dispositifs explosifs aggravent et prolongent les terribles conséquences des conflits armés. Depuis son adoption, le Protocole a contribué à organiser les efforts menés de par le monde pour éliminer ce fléau. La treizième Conférence annuelle est l'occasion de répondre aux préoccupations actuelles et d'échanger des informations sur les façons de mieux protéger les populations civiles. Elle est également l'occasion d'accorder une plus grande attention à la protection des civils et aux conséquences humanitaires des dispositifs explosifs improvisés. En outre, les événements montrent qu'il est nécessaire de renforcer les règles internationales applicables aux mines autres que les mines antipersonnel.

19. Toujours dans son message, le Secrétaire général fait observer que l'échange d'informations et la collaboration entre experts du Protocole II modifié et du Protocole V témoignent de l'enthousiasme à promouvoir une plus grande coopération et mobiliser davantage de synergies dans le cadre de la Convention. Le Secrétaire général s'en félicite et encourage les États parties à renforcer la transparence. L'universalisation du Protocole demeure plus importante que jamais. Le Secrétaire général met de nouveau l'accent sur la mise en œuvre du Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention et des Protocoles y annexés. Il félicite les 97 États qui ont exprimé leur consentement à être liés par le Protocole II modifié et invite tous les pays qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer dès que possible, en particulier ceux qui ont adhéré au Protocole dans sa forme initiale. Le Secrétaire général forme des vœux pour le succès de la Conférence.

Rapports de tous organes subsidiaires

20. **M. Laassel** (Maroc), intervenant en sa qualité de coordonnateur pour les questions qui font l'objet des points 9, 10 et 11 de l'ordre du jour, présente le rapport (CCW/AP.II/CONF.13/2) qu'il a établi sur la base des consultations tenues par les Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié et des observations faites par ces dernières lors des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux. Le Groupe a noté que plusieurs pays n'avaient pas encore adhéré à la Convention et aux protocoles y annexés en raison de la structure complexe de cet instrument, et non pour des raisons politiques ou juridiques. Il a donc engagé les Hautes Parties contractantes à redoubler d'efforts pour promouvoir l'universalité de la Convention. À cet égard, le Plan d'action demeurait un mécanisme pertinent.

21. Sachant que la dénonciation du Protocole II initial ne peut être prononcée que par l'ensemble des États parties à cet instrument et qu'une telle action est toujours impossible du fait de l'opposition d'au moins deux États parties, le Groupe a recommandé que la Conférence d'examen de la Convention encourage les États parties au Protocole II initial qui n'ont pas encore adhéré au Protocole II modifié à le faire et a invité les États qui ne sont pas encore parties à la Convention ou à ses protocoles de s'abstenir d'adhérer au Protocole II initial.

22. Les 26 États qui avaient déclaré unilatéralement leur intention d'étendre le champ d'application du Protocole II modifié aux mines autres que les mines antipersonnel ont été invités à informer la Conférence des mesures prises en vue de cela.

23. Les Hautes Parties contractantes et l'Unité d'appui à l'application ont été encouragées à intensifier leurs efforts de mise en œuvre du Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention, notamment en organisant des séminaires nationaux et régionaux. À ce propos, le Coordonnateur suggère que le prochain séminaire régional, prévu en 2012, ait lieu en Amérique latine.

24. Il a été rappelé aux États parties que la date de soumission du rapport annuel national avait été fixée au 31 mars de chaque année, et il a été recommandé aux États ayant des difficultés à collecter les informations nécessaires à l'élaboration de leur rapport de tirer

parti de l'expérience des autres Hautes Parties contractantes, du Service de la lutte antimines de l'ONU et des organisations non gouvernementales. Il a été constaté que le taux de communication d'informations à l'aide de la formule A, relative à la diffusion d'informations, était assez élevé, ce qui indiquait la pertinence de ce document. L'année 2012 serait consacrée à l'analyse de la formule B, relative aux programmes de déminage et de réadaptation.

25. Le Coordonnateur soumet à l'examen de la Conférence les recommandations qui figurent au paragraphe 23 du rapport publié sous la cote CCW/AP.II/CONF.13/2.

26. **M. Wollenmann** (Suisse), intervenant en sa qualité de Coordonnateur pour les dispositifs explosifs improvisés, présente le rapport qu'il a établi sur les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux en 2011 (CCW/AP.II/CONF.13/3). Il dit que les débats sur la question des dispositifs explosifs improvisés au sein du Groupe d'experts gouvernementaux ont permis d'étudier des points techniques, de mettre en évidence les moyens de prévenir la fabrication ou la mise en place de dispositifs, d'examiner les conséquences humanitaires de l'emploi des dispositifs, de mener des discussions sur l'assistance aux victimes, en tenant compte des réalisations au titre du Plan d'action pour l'assistance aux victimes dans le cadre du Protocole V, et de réfléchir au phénomène plus large des engins explosifs et au rôle des acteurs armés non étatiques. Les débats ont également permis de faire participer diverses parties concernées par la Convention, d'accroître le nombre des Hautes Parties contractantes participant activement à ces travaux et de tenir des séances conjointes sur des questions concernant aussi le Protocole V, telles que le déminage et l'assistance aux victimes.

27. Le Coordonnateur indique que son rapport contient quatre recommandations (par. 14); il fait remarquer que les discussions ont confirmé un certain nombre de tendances constatées lors des réunions précédentes et que les contributions des experts ont été l'occasion de présenter un certain nombre d'éléments nouveaux (par. 3 à 13 du rapport). Comme les années précédentes, lors de leurs débats, les experts ont étudié plusieurs lignes de conduite pour parer aux dangers que représentent les dispositifs explosifs improvisés, ou DEI, tout au long de leur cycle de vie, de la fourniture des matériaux nécessaires à leur fabrication à l'exécution d'une attaque. À cet égard, M. Wollenmann appelle l'attention sur les paragraphes 10 et 11 de son rapport, concernant l'un le guide technique international des munitions (International Ammunition Technical Guidelines – IATG) récemment établi par le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU de concert avec des experts et la collaboration envisageable de ces experts-là avec le groupe d'experts établi dans le cadre du Protocole II modifié, et l'autre la compilation éventuelle d'un ensemble de principes directeurs, bonnes pratiques et recommandations existantes, visant à prévenir le détournement ou l'usage illicite de matériaux susceptibles d'être utilisés pour la fabrication de DEI. Ces deux sujets sont au centre des recommandations qui sont formulées aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 14. Le Coordonnateur fait observer que les recommandations figurant aux alinéas *a* et *d* sont assez analogues à celles de 2010 et qu'il est naturel de les rappeler car elles autorisent le Groupe d'experts à poursuivre l'échange d'informations sur les DEI en général et sur l'assistance aux victimes.

28. Afin d'étayer la recommandation énoncée à l'alinéa *c* du paragraphe 14 de son rapport, M. Wollenmann demande que soit projetée une vidéo où il questionne le guide technique international des munitions, élaboré dans le cadre du Programme SaferGuard de l'ONU. Dans cette vidéo, M^{me} Goh, du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, présente succinctement ce programme, qui relève dudit Bureau; elle indique que le guide considéré porte principalement sur la sécurité et la gestion des stocks de munitions et intéresse de ce fait l'accès illicite à des matériaux susceptibles de servir à la fabrication de dispositifs explosifs improvisés. Les 12 volumes du guide, rédigés par le Bureau en collaboration avec le Service de la lutte antimines de l'ONU, ont été validés par un groupe

d'examen technique des États Membres. Ces États en ont salué l'achèvement dans une résolution de la Première Commission de l'Assemblée générale. Les Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié pourraient étudier les principes directeurs énoncés dans ce guide, en ce qu'ils intéressent leurs travaux relatifs au DEI, et participer à leur réexamen périodique, qui interviendra tous les cinq ans, de même qu'à leur application. Les États Membres peuvent, quant à eux, participer aux activités du Programme SaferGuard en versant des contributions à ce titre ou en fournissant les services d'experts nationaux pour l'assistance technique ponctuelle ou pour les orientations à donner aux fins de la mise en œuvre.

29. En ce qui concerne l'ensemble des recommandations formulées au paragraphe 14 de son rapport, M. Wollenmann apporte deux modifications, qui ne changent en rien l'orientation générale des travaux du Groupe d'experts et qui consistent l'une à remplacer le mot «relevance» par «significance» à l'alinéa *a*, et l'autre à remplacer le membre de phrase «consider, through the work of interested military and technical experts and in consultation with all High Contracting Parties, the compilation of» par «compile, for consideration by the High Contracting Parties,» à l'alinéa *b*.

30. Estimant, d'une manière plus générale, que les séances plénières du Groupe d'experts se sont avérées particulièrement utiles pour débattre de la question des DEI, mener un travail de sensibilisation sur le sujet et échanger des avis à caractère général, M. Wollenmann juge qu'il pourrait être intéressant à l'avenir de compléter ces séances plénières par des séances à participation restreinte, ce qui permettrait un travail plus interactif, plus technique et plus ciblé, notamment s'agissant des recommandations *b* et *c*.

Échange de vues général

31. **M. Nimchynskyi** (Ukraine) dit que l'Ukraine est particulièrement attachée à la mise en œuvre et à l'universalisation du Protocole II modifié et qu'elle déploie des efforts en ce sens aux niveaux bilatéral et multilatéral. L'Ukraine prend aussi toutes les mesures nécessaires pour mettre dûment en application les dispositions du Protocole et de son annexe technique: les forces armées ont supprimé toutes les mines antipersonnel de leurs stocks opérationnels, tandis que l'usine chimique de Pavlograd a mis en service en août 2011 une chaîne de traitement technique des boîtiers de mines du type PFM-1 et qu'en septembre 2001 l'Ukraine a signé avec l'Agence d'entretien et d'approvisionnement de l'OTAN (NAMS) un accord pour l'élimination des armes légères et de petit calibre, des munitions classiques et des mines terrestres du type PFM-1, qui devrait permettre la destruction de 3 millions de mines de ce type.

32. Au plan national, le Ministère de la défense et le Ministère de l'intérieur s'occupent l'un et l'autre des questions liées à l'utilisation et aux effets des DEI. Le Centre de déminage des forces armées ukrainiennes, qui relève du Ministère de la défense, est principalement chargé de répondre à la menace que posent les DEI dans le cadre des opérations internationales de maintien de la paix. Pour ce faire, il procède notamment à l'analyse des incidents dus à des DEI, à l'établissement de modes opératoires standard, à la formation d'experts en déminage et à l'élaboration de recommandations. Les forces armées ukrainiennes ont en outre mis au point un nouveau programme de formation sur les DEI à l'intention de leurs personnels qui sont appelés à assurer la sécurité des opérations de l'Équipe de reconstruction dans la province de Ghor (Afghanistan), placée sous commandement lituanien.

33. L'Ukraine est favorable à l'idée de charger le Groupe d'experts de continuer à examiner le fonctionnement et l'état du Protocole, les questions que soulèvent les rapports nationaux présentés par les Hautes Parties contractantes, ainsi que l'évolution des technologies, aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination. Elle appuie aussi les travaux du Groupe d'experts visant à

mieux faire connaître les effets des dispositifs explosifs improvisés, l'un des principaux défis à relever actuellement en matière de défense et de sécurité étant de contrecarrer l'utilisation des DEI, qui sont les principales armes qu'utilisent les organisations terroristes, les mouvements extrémistes, les groupes armés illégaux et les groupes criminels.

34. En conclusion, l'Ukraine se déclare prête à participer aux opérations de déminage organisées par les organisations internationales compétentes, notamment en Libye. La question des DEI est d'ailleurs au cœur de ses préoccupations dans le cadre des préparatifs du championnat d'Europe de football de 2012, qui aura lieu en Pologne et sur son territoire. Pour améliorer la sécurité dans le pays à l'occasion de cette manifestation, des unités spécialisées dans l'enlèvement des munitions explosives ont été constituées parmi les troupes du génie des forces armées.

35. **M. Ercan** (Turquie) dit que le Protocole II modifié offre un cadre idéal pour traiter de la question des dispositifs explosifs improvisés et tenir des discussions approfondies sur les moyens d'interdire à des entités terroristes et criminelles l'accès aux explosifs militaires et aux matériaux précurseurs de DEI. La Turquie est donc favorable à la poursuite de ces discussions et considère qu'il est très important de mener un travail de sensibilisation sur les risques que présentent les DEI auprès des personnels militaires, du renseignement et de police, mais aussi du grand public. Elle soutient aussi les efforts visant à empêcher le stockage, le transport, la détention et l'utilisation illicites d'explosifs et est d'avis que l'échange d'informations sur les DEI, les incidents qu'ils causent et leurs effets humanitaires, ainsi que la mise en œuvre du guide technique international des munitions, aideront les États à répondre aux préoccupations humanitaires soulevées par les mines, pièges et autres dispositifs explosifs. En conséquence, la Turquie approuve la voie que le Coordonnateur propose de suivre.

36. Le représentant de la Turquie note que 97 États parties ont adhéré au Protocole II modifié. Il estime que l'universalisation du Protocole II modifié demeure une priorité. La soumission de rapports annuels nationaux en application du Protocole est importante aussi, car elle favorise la transparence, la coopération et la compréhension mutuelle entre États.

37. **M. Benevides** (Brésil) dit que, même si la Convention d'Ottawa impose des normes plus strictes en matière de mines antipersonnel, certaines des obligations que fixe le Protocole II modifié sont toujours d'actualité. Le Protocole est en effet le seul instrument à s'appliquer à un certain nombre d'États grands producteurs ou utilisateurs de mines antipersonnel, qui ne sont toujours pas parties à la Convention d'Ottawa. De ce point de vue, les avantages qu'il présente au plan humanitaire ne sont pas totalement négligeables. Les conférences annuelles sont l'occasion d'examiner l'état et le fonctionnement du Protocole et de dresser le bilan des mesures relatives à la mise en œuvre et à l'universalisation de l'instrument.

38. Le Brésil est tout à fait favorable à la poursuite de l'échange d'informations sur les DEI et sur les principes directeurs et bonnes pratiques existants visant à éviter le détournement ou l'usage illicite de matériaux susceptibles d'être utilisés pour la fabrication de DEI. Au niveau national, le Brésil s'est doté, en novembre 2000, d'une législation qui, en définissant des normes applicables à la fabrication, à l'utilisation, à l'importation, à l'exportation, au dédouanement, au transport et au commerce de certains matériaux réglementés, vise à empêcher leur détournement. En outre, le Brésil approuve la recommandation visant à poursuivre les contacts au sujet de l'extinction du Protocole II initial avec les Hautes Parties contractantes à l'instrument qui n'ont pas encore adhéré au Protocole II modifié, estimant que la question doit être tranchée par l'ensemble des Hautes Parties contractantes.

39. **M. Shen** (Chine) dit que le Gouvernement chinois accorde une grande importance à la mise en œuvre du Protocole II modifié. Conformément aux obligations qui lui incombent, la Chine a présenté son rapport national et, ces dernières années, elle a alloué des ressources importantes pour l'amélioration de l'application du Protocole. Des résultats positifs ont été obtenus: les forces armées chinoises ont éliminé et détruit des munitions non explosées et continuent de détruire les mines antipersonnel obsolètes qui ne répondent pas aux spécifications techniques énoncées dans le Protocole II modifié. Les recherches concernant des armes de remplacement ont également progressé. Des cours de sensibilisation et de formation ont continué d'être organisés à l'intention des instructeurs militaires et de personnels clefs appelés à participer à la mise en œuvre du Protocole et à la destruction des mines terrestres.

40. Parallèlement aux efforts réalisés au plan national, la Chine mène depuis 1998 des activités d'assistance internationale, notamment des projets de formation aux techniques de déminage. Elle a apporté une aide humanitaire par ce biais à plus de 40 pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine, organisé des cours techniques de déminage humanitaire au Sri Lanka, au Soudan et au Sud-Soudan, formé du personnel et fourni une assistance aux victimes en Éthiopie et au Laos.

41. Au fil du temps, le Protocole a gagné en efficacité, notamment dans les domaines de l'échange d'informations, de l'assistance aux victimes et de la coopération internationale. Répondre aux préoccupations humanitaires reste une tâche à long terme et, à ce titre, la Chine souhaite, en collaboration avec d'autres États parties, déployer des efforts supplémentaires pour améliorer l'application du Protocole II modifié, accroître son universalisation et réaliser ses objectifs premiers, à savoir éliminer rapidement le fléau des mines dans le monde.

42. **M. Malov** (Fédération de Russie) dit que, en une dizaine d'années d'existence, le Protocole s'est imposé comme un instrument essentiel pour le règlement des problèmes relatifs aux mines terrestres. Son grand intérêt tient au fait qu'il pose des restrictions à l'emploi de différents types de mines et garantit un équilibre entre le souci humanitaire et les intérêts des États en matière de défense. Pour venir à bout du problème des mines, tous les États devraient se conformer pleinement à ses dispositions au niveau national et s'attacher, en priorité, à promouvoir l'universalité du Protocole, en particulier au vu de la difficile situation politique et militaire apparue dans certains des pays qui n'y ont pas encore adhéré.

43. En tant que partie au Protocole depuis 2004, la Fédération de Russie respecte pleinement les obligations qui lui incombent au niveau national: elle a pris des mesures pratiques pour réduire la menace des mines, y compris en cessant, il y a bien longtemps, de produire des mines à effet de souffle – la catégorie la plus dangereuse de mines antipersonnel – et en détruisant plus de 10 millions de mines antipersonnel, parmi lesquelles des mines du type PFM, particulièrement difficiles à éliminer; elle communique régulièrement à l'Unité d'appui à l'application des informations sur la mise en œuvre du Protocole dans le pays. Les forces armées russes ont reçu pour instruction de se conformer aux dispositions du Protocole afférentes au marquage des champs de mines. De même, des recommandations ont été faites pour que les champs de mines soient établis en conformité avec le Protocole, et ces recommandations sont enseignées dans les écoles militaires et au sein des unités des forces armées.

44. La Fédération de Russie a adopté un système national de normes techniques sur les mines antipersonnel et autres mines. Des techniques nouvelles et plus efficaces de détection et de neutralisation des mines ont également été mises au point, ce qui est une condition préalable indispensable à la réduction de la menace que les mines font peser sur les civils et le personnel militaire. Le marquage des champs de mines dans les différentes régions frontalières a été réalisé dans le plein respect des dispositions de la loi fédérale portant

ratification du Protocole. Le Ministère de la défense a publié un guide du droit international humanitaire à l'intention des forces armées russes, qui définit des prescriptions fondamentales pour une utilisation des mines terrestres conforme aux dispositions du Protocole.

45. La Fédération de Russie est toujours prête à participer aux activités de déminage humanitaire, notamment en fournissant des équipes et du matériel de déminage et en formant des spécialistes. Les démineurs russes ont d'ailleurs pris part à des opérations de déminage dans diverses régions du monde. Fort de ses compétences techniques, le Ministère des situations d'urgence joue un rôle crucial en la matière.

46. La Fédération de Russie estime que, étant la principale cause de pertes au plan humanitaire, les DEI méritent d'être étudiés au titre du Protocole II modifié, même si leur élimination relève aussi de la lutte contre le terrorisme. Pour progresser vers un monde débarrassé des mines, il convient de renforcer le rôle de plus en plus efficace joué par le Protocole.

47. **M. Kimpton** (Australie) fait observer que le Protocole II modifié, aujourd'hui dépassé par la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (Convention d'Ottawa), a néanmoins le mérite d'avoir marqué en son temps un progrès en ce qu'il est venu répondre aux préoccupations humanitaires liées aux mines antipersonnel et réduire le risque que les civils soient blessés par de tels engins. L'adhésion d'États grands utilisateurs ou producteurs de mines au Protocole II modifié a contribué à élargir l'intérêt que présente l'instrument.

48. Depuis 2008, l'Australie soutient les efforts visant à redynamiser les travaux au titre du Protocole II modifié. Elle se félicite de ce que la réunion d'avril 2011 du Groupe d'experts a permis d'aborder les problèmes associés aux dispositifs explosifs improvisés, en cause dans les récents attentats terroristes qui ont frappé le nord du Nigéria mais aussi Bali et Jakarta et l'Afghanistan. Les chiffres communiqués par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) indiquent que, depuis 2009, la plupart des 300 victimes civiles enregistrées chaque mois sont touchées lors d'attaques menées par des insurgés au moyen de dispositifs explosifs improvisés.

49. En Australie, les forces armées et la police s'efforcent de faire échec à la menace que représentent de tels engins. Le blindage renforcé des véhicules et l'équipement de détection perfectionné ne suffisent pas: il faut mettre en place des contrôles pour limiter l'accès des acteurs non étatiques aux munitions militaires et aux restes explosifs de guerre – ce que les États peuvent faire par un simple renforcement de la sécurité de leurs stocks –, mais aussi l'accès de tels acteurs aux matériaux explosifs précurseurs – les moyens de ce contrôle restant encore à déterminer. De l'avis général, il faut s'attaquer à tous les éléments de la chaîne aboutissant à la mise en place de dispositifs explosifs improvisés. Les chercheurs doivent certes s'attacher à perfectionner les volets détection et protection, mais c'est à l'ensemble des Hautes Parties contractantes qu'il appartient d'explorer les solutions dans le cadre d'autres instruments et instances, y compris en luttant contre la criminalité organisée et en surveillant les mouvements de fonds illicites. L'Australie soutient pleinement les recommandations formulées par le Coordonnateur sur les activités futures à mener dans le domaine des dispositifs explosifs improvisés.

50. **M^{me} Mehta** (Inde) dit que l'Inde soutient l'approche du Protocole II modifié visant l'équilibre entre les préoccupations humanitaires et les impératifs de défense légitimes, en particulier des États dotés de longues frontières. L'existence de technologies de substitution efficaces pouvant assurer à moindre coût la fonction des mines antipersonnel y contribuera certainement. L'Inde s'acquitte de ses obligations au titre du Protocole II en matière de mines non détectables, d'exportation et de transfert de mines terrestres, de diffusion de ses

obligations auprès des forces armées et de marquage des lieux d'opérations militaires défensives où des mines ont été posées, ou encore d'assistance aux victimes. L'Inde a d'ailleurs ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle fournit aussi une assistance aux initiatives internationales de déminage et de réadaptation, notamment au Cambodge, en Angola et en Afghanistan, ainsi qu'à deux groupes d'organisations non gouvernementales à Sri Lanka.

51. L'Inde appuie la recommandation du Coordonnateur pour la question des dispositifs explosifs improvisés, ou DEI, tendant à ce que cette question importante continue d'être examinée dans le cadre de la Convention, et suggère, dans la compilation de principes directeurs et pratiques optimales qu'il envisage, de s'attacher à identifier les éléments clés de la chaîne d'approvisionnement des matières licites qui doivent être mieux contrôlées par les États parties. Si l'Inde est favorable à un examen plus approfondi de la question des DEI et à d'autres mesures de cet ordre, elle souhaite qu'il n'y ait pas de dispersion des efforts dans des tentatives visant à promouvoir des projets à caractère nettement politique.

52. S'agissant des recommandations formulées par le Coordonnateur pour la question de l'état et du fonctionnement du Protocole, l'Inde appuie celles ayant trait au Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention et des protocoles y annexés. Par ailleurs, elle suggère que les Hautes Parties contractantes à la Convention envisagent d'adopter une décision affirmant qu'à l'avenir seul le Protocole II modifié sera accessible à la ratification. Enfin, on peut certes maintenir le Groupe d'experts dans ses fonctions d'aide à la compréhension des questions ou des problèmes ainsi que de mise en commun des données d'expérience, mais c'est aux États parties au Protocole II modifié qu'il incombe d'évaluer le respect des obligations découlant de cet instrument, unique par sa portée et par l'éventail des États qui y sont parties.

53. **M^{me} Rahamimoff-Honig** (Israël) indique que, en tant que partie à la Convention et au Protocole II modifié, Israël a pris des mesures concrètes pour atténuer les conséquences néfastes potentielles liées à l'utilisation de mines antipersonnel. En mars 2011, le Parlement israélien a adopté une loi sur l'élimination des champs de mines qui ne sont pas essentiels à la sécurité nationale; cette loi met en place l'Autorité nationale israélienne de la lutte antimines, chargée d'élaborer et de mettre en œuvre des plans nationaux pluriannuels et annuels dans ce domaine, et d'arrêter des prescriptions nationales en matière de déminage, qui tiennent compte des Normes internationales de la lutte antimines, notamment.

54. Dans le contexte régional, Israël est malheureusement tenu de protéger ses frontières, y compris en recourant aux mines antipersonnel, qui demeurent un outil essentiel et efficace pour dissuader et prévenir toute violation de son intégrité territoriale et toute menace pour sa sécurité. Israël n'en prend pas moins au sérieux ses obligations au titre du Protocole II modifié, s'efforçant de concilier besoins militaires et préoccupations humanitaires. Il a contribué au débat sur les dispositifs explosifs improvisés avec l'exposé fait en avril 2011 par M. Joseph Almog, expert de renom sur la question. Le cadre de la Convention offre de grandes possibilités pour mieux comprendre et aborder les défis à venir, notamment en réunissant les pratiques optimales et en établissant des principes directeurs. La délégation israélienne souscrit à la proposition du Coordonnateur tendant à organiser des débats en séance à participation restreinte, parallèlement aux débats en séance plénière, pour examiner des questions techniques, et convient avec la délégation indienne de l'importance de se garder de toute controverse sur le plan politique pour se concentrer sur les travaux des États parties.

55. **M. Spector** (États-Unis d'Amérique) fait part de la détermination des États-Unis à continuer de montrer la voie en matière d'élimination des risques humanitaires liés aux mines terrestres. Depuis 1993, le pays a consacré plus de 1,9 milliard de dollars des États-Unis aux interventions de déminage humanitaire et de retrait des restes explosifs de guerre dans 81 pays; au-delà des mines antipersonnel non détectables visées par le Protocole II

modifié, il a également cessé d'utiliser toute mine antivéhicule non détectable et, depuis 2011, n'utilise plus de mines antipersonnel ou antivéhicule persistantes.

56. Jugeant important d'appeler l'attention sur les responsabilités des Hautes Parties contractantes en matière de dispositifs explosifs improvisés, les États-Unis sont prêts à soutenir les propositions que le Coordonnateur a formulées en vue des futurs débats sur la question. Enfin, tant que toutes les Parties au Protocole II initial n'auront pas adhéré au Protocole II modifié, les États-Unis ne seront pas en mesure d'acquiescer à l'extinction du Protocole II initial.

57. **M. Ali Khan** (Pakistan) dit que le Pakistan est convaincu que la force du Protocole II modifié réside dans l'équilibre qu'il instaure entre les préoccupations humanitaires et les impératifs légitimes de sécurité des États, et estime que tout doit être fait pour que davantage d'États deviennent parties à l'instrument. Pour sa part, le Pakistan respecte pleinement les obligations qui en découlent et, dans un esprit de coopération et d'assistance, met ses forces armées à disposition pour les opérations de déminage menées dans divers pays.

58. Victime de nombre d'attentats terroristes perpétrés avec des dispositifs explosifs improvisés, qui ont eu des conséquences mortelles non seulement pour les forces armées mais aussi pour l'administration et la population civiles, le Pakistan juge qu'il est important de rechercher les moyens de contrôler l'utilisation de tels engins et d'empêcher les terroristes d'y avoir accès. Prenant note avec intérêt de la mise au point de nouvelles technologies qui ont le pouvoir de protéger les civils contre les effets des mines qui frappent sans discrimination, M. Ali Khan engage vivement les États qui possèdent de telles technologies à les partager dans le cadre du Protocole, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs communs.

59. **M^{me} Lendenmann** (Suisse) dit que la Suisse, qui a pourtant adhéré à l'instrument plus ambitieux qu'est la Convention d'Ottawa, demeure convaincue de l'intérêt que présente un échange permanent sur la question des mines, pièges et autres dispositifs dans le cadre de la Convention sur les armes classiques. Sur la base des échanges fructueux tenus lors de la réunion d'avril 2011 du Groupe d'experts des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, la délégation suisse se déclare favorable aux mesures visant à encourager les États à adhérer au Protocole II modifié plutôt qu'au Protocole II initial.

60. Se félicitant de la synchronisation des dates de soumission des rapports annuels au titre du Protocole II modifié et du Protocole V, la Suisse insiste sur l'importance que revêtent des rapports nationaux probants et des bases de données pertinentes pour la mise en œuvre du Protocole, et elle encourage les États à y contribuer activement. Forte de son expérience de trois ans en matière de coordination pour la question des dispositifs explosifs improvisés, la Suisse sait l'importance d'une analyse et de la prise en compte des aspects transversaux tels que l'assistance aux victimes. Elle estime que les futurs travaux sur la question devraient gagner en technicité et être orientés plus directement vers des résultats concrets en la matière. Elle souscrit à la position de la délégation australienne quant à la limitation de l'accès des acteurs non étatiques aux matériaux susceptibles de servir à la fabrication des dispositifs explosifs improvisés et appuie les recommandations y afférentes. Enfin, la Suisse estime que l'échange important entre experts doit être maintenu dans le cadre le plus approprié, tout en tenant compte des décisions que prendra la Conférence d'examen à propos des futurs travaux relatifs à la Convention en général.

61. **M. Peláez** (Argentine) dit que l'Argentine, qui est partie à la Convention d'Ottawa, met en œuvre des politiques nationales de portée plus large que celles prévues par le Protocole II modifié en matière de mines antipersonnel. Il évoque à cet égard la présence de mines antipersonnel sur le territoire argentin des îles Malvinas, auxquelles l'Argentine ne

peut accéder en raison de l'occupation dudit territoire par le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord.

62. La République argentine souscrit aux recommandations formulées dans le rapport du Coordonnateur sur l'état et le fonctionnement du Protocole II modifié tendant à ce que les États parties intensifient leurs efforts pour promouvoir l'universalité de la Convention et des protocoles y annexés. Il est important que la mise en œuvre du Protocole II modifié – instrument dynamique qui impose de faire constamment la part des préoccupations humanitaires et des considérations militaires – soit examinée régulièrement, tout comme les questions soulevées par les rapports nationaux. Disposée à poursuivre les débats sur les dispositifs explosifs improvisés, la délégation argentine confirme la corrélation entre la facilité de fabrication de ces engins et la possibilité de les utiliser, et soutient les débats qui visent à renforcer les mesures de prévention du détournement des matériaux pouvant servir à leur fabrication, ainsi que les recommandations énoncées dans le rapport du Coordonnateur pour la question. Plus généralement, elle est disposée à poursuivre les travaux dans ce domaine dans la mesure où ils se limitent strictement au cadre spécifique du Protocole II modifié, à savoir l'utilisation en situation de conflit armé, en recherchant des synergies avec le Protocole V, en particulier dans le domaine de la protection des victimes.

63. **M. Laurie** (Équipe de la lutte antimines) encourage les Hautes Parties contractantes à renouveler leurs efforts visant à respecter pleinement leurs obligations en matière de soumission de rapports. S'appuyant sur le message du Secrétaire général, l'Équipe de la lutte antimines est d'avis qu'une plus grande attention devrait être portée à la protection des civils et aux conséquences humanitaires des dispositifs explosifs improvisés et des mines autres que les mines antipersonnel. Les règles existantes en matière de droit international humanitaire applicables auxdites mines doivent être renforcées et les normes juridiques applicables aux mines antivéhicule, telles qu'inscrites dans le Protocole II modifié, doivent être réexaminées, voire révisées.

64. Saluant les travaux menés par les deux Coordonnateurs au cours de l'intersession, l'Équipe de la lutte antimines encourage les Hautes Parties contractantes à soutenir les recommandations formulées par eux et, en particulier, celles ayant trait à l'analyse plus poussée de la mise en œuvre, par les États, de leurs obligations en matière de présentation de rapports nationaux, à la poursuite de l'échange de renseignements sur les dispositifs explosifs improvisés et au suivi des travaux relatifs au Guide technique international des munitions.

65. **M. Maresca** (Comité international de la Croix-Rouge) fait observer que le mécanisme des rapports annuels nationaux, conçu à l'origine pour assurer la transparence dans la mise en œuvre des prescriptions techniques du Protocole et des mesures établies par l'instrument en vue de limiter l'impact des mines, pièges et autres dispositifs sur les populations civiles, n'a rien perdu de son importance après l'adoption de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines terrestres, car les rapports exigés par le Protocole II modifié couvrent aussi les mines antivéhicule et d'autres dispositifs, outre qu'ils sont la principale source d'information sur les mesures prises par des États qui ne sont pas parties à la Convention d'Ottawa. Il est donc regrettable que la soumission des rapports exigés par le Protocole II modifié soit restée aussi faible, puisque, en moyenne, seuls la moitié des États parties font rapport chaque année et qu'une trentaine d'États n'ont jamais soumis de rapport, dont plusieurs qui ne sont pas parties à la Convention d'Ottawa. Le CICR a l'espoir que la synchronisation, décidée à la douzième Conférence annuelle, de la présentation des rapports annuels nationaux au titre du paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié avec celle des rapports nationaux requis au titre du Protocole V aura à terme pour effet de renforcer l'exécution des obligations établies par le Protocole II modifié en la matière. Le

Comité veut compter que la treizième Conférence lancera un appel en ce sens dans son document final.

66. Quant à l'assistance aux victimes, la réunion conjointe sur la question qui a été convoquée par les Coordonnateurs pour le Protocole II modifié et le Protocole V a fait ressortir la pertinence de tels travaux dans le cadre du Protocole II modifié. L'expérience devrait être renouvelée.

67. Enfin, le CICR appelle à nouveau l'attention des Hautes Parties contractantes sur le fait que la période de neuf ans à compter de l'entrée en vigueur du Protocole pendant laquelle un État partie pouvait différer le respect des dispositions de l'annexe technique du Protocole relatives à la détectabilité ou à l'autodestruction et l'autodésactivation des mines a expiré en décembre 2007, et que, des six États parties qui ont déclaré vouloir en différer le respect, trois sont devenus parties à la Convention d'Ottawa, ce qui rend caduque cette déclaration. Le CICR encourage tous les États ayant fait une telle déclaration à confirmer qu'ils n'emploient plus de mines antipersonnel non détectables quelles qu'elles soient ni de mines antipersonnel mises en place à distance qui ne comportent pas de mécanisme d'autodestruction.

68. **M. Goose** (Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres) est d'avis que, en ce qui concerne les mines antipersonnel, le Protocole II modifié a largement cédé la place à la Convention d'Ottawa qui établit des interdictions bien plus complètes en la matière. Ce Protocole n'intéresse réellement que les 11 États qui n'ont pas encore rejoint les rangs des parties à la Convention d'Ottawa – et même la plupart de ces 11 États se conforment dans la pratique à ladite Convention, ce qui montre bien que cette dernière constituera sous peu la nouvelle norme internationale en la matière. La Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres invite les Hautes Parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques qui n'ont pas encore ratifié la Convention d'Ottawa ou n'y ont pas encore adhéré à le faire dès que possible. Il y a lieu de noter que la Finlande s'est engagée à le faire au cours des prochains mois, tandis que les États-Unis d'Amérique étudient encore la possibilité d'y adhérer. La Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres met d'ailleurs en garde ceux des États parties à la Convention sur certaines armes classiques qui sont favorables à la conclusion d'un protocole sur les armes à sous-munitions: tout porte à croire qu'un tel instrument n'aura d'intérêt que pour un petit nombre de pays, puisque la majorité des membres de la communauté internationale privilégient déjà la Convention sur les armes à sous-munitions, entrée en vigueur en 2010.

69. **M. Goose** appelle l'attention sur des informations parues dans le numéro d'août de la revue des Forces de défense israéliennes, selon lesquelles des membres de ces Forces posaient des mines antipersonnel dans des hauteurs du Golan le long de la frontière entre Israël et la République arabe syrienne, initiative qui aurait été prise après que des centaines de civils seraient passés en territoire israélien en mai 2011 à l'occasion de la commémoration annuelle d'événements touchant les Palestiniens. Ne conviendrait-il pas qu'Israël renseigne les autres États parties au Protocole II modifié sur ce déploiement de mines antipersonnel et les mesures prises en application du paragraphe 2 de l'article 5 du Protocole? Un tel manque de transparence, d'ailleurs caractéristique de toute la mise en œuvre du Protocole II modifié, augure mal des effets que pourrait bien avoir un nouveau protocole, relatif aux armes à sous-munitions.

Rapport de tous organes subsidiaires (suite)

Rapport du Coordonnateur pour les questions qui font l'objet des points 9 à 11 de l'ordre du jour (CCW/AP.II/CONF.13/2)

70. **Le Président** invite toute délégation qui souhaiterait le faire à se prononcer plus particulièrement sur le rapport du Coordonnateur pour les questions qui font l'objet des points 9 à 11 de l'ordre du jour (CCW/AP.II/CONF.13/2), notamment sur les recommandations qui y figurent (par. 23).

71. **M. Singh Gill** (Inde), appelant l'attention de la Conférence sur les paragraphes 18 et 19 du rapport à l'examen, relatifs à l'analyse des différentes formules servant à la présentation des rapports annuels nationaux, est d'avis qu'il conviendrait de revoir à la lumière de ces paragraphes le huitième alinéa du texte informel sur le Protocole, distribué en salle à l'intention des participants, qui doit être soumis à l'approbation de la quatrième Conférence d'examen de la Convention.

72. **Le Président** prend note de cette suggestion. Il croit comprendre que la Conférence souhaite approuver les recommandations énoncées au paragraphe 23 du rapport publié sous la cote CCW/AP.II/CONF.13/2.

73. *Il en est ainsi décidé.*

Rapport du Coordonnateur pour les dispositifs explosifs improvisés (CCW/AP.II/CONF.13/3, version datée du 11 novembre 2011)

74. **Le Président** invite toute délégation qui souhaiterait le faire à se prononcer plus particulièrement sur le rapport du Coordonnateur pour les dispositifs explosifs improvisés (CCW/AP.II/CONF.13/3), notamment les recommandations figurant au paragraphe 14 de ce rapport, telles qu'elles ont été modifiées oralement par le Coordonnateur.

75. **M. Singh Gill** (Inde), appelant l'attention de la Conférence sur la note infrapaginale 4 se rapportant au paragraphe 13 de ce rapport, est d'avis qu'il conviendrait de supprimer cette note, qui évoque une manifestation tenue en marge – et non pas directement dans le cadre – des réunions d'experts tenues en avril 2011.

76. **M^{me} Rahamimoff-Honig** (Israël) appuie la suggestion indienne pour les raisons invoquées par le représentant de ce pays.

77. **Le Président** propose que la Conférence revienne sur ce point après que des consultations informelles auront été tenues et passe dès à présent à l'approbation des recommandations figurant dans le rapport à l'examen.

78. **M. Singh Gill** (Inde) objecte que la suppression de la note 4 ne touche pas au fond de la question traitée. Il ne voit donc pas pourquoi la Conférence ne pourrait pas se prononcer aussitôt à son sujet, d'autant qu'aucune délégation ne s'est opposée à une telle modification.

79. **M. Wollenmann** (Suisse), parlant en sa qualité de Coordonnateur pour les dispositifs explosifs improvisés et d'auteur du document à l'examen, indique qu'il s'est efforcé, dans son rapport et en particulier au paragraphe 13, de donner une description équilibrée et très factuelle des travaux sur la question examinée. Certes, la manifestation tenue en marge des réunions d'avril 2011 qui est évoquée dans la note 4 ne faisait pas partie des travaux desdites réunions. Il demeure qu'elle a utilement complété ces travaux. Cela dit, le Coordonnateur est disposé à supprimer la note 4 si les délégations jugent qu'il n'y a pas lieu de mentionner cette manifestation.

80. **M. Kimpton** (Australie) est d'avis que le rapport donne effectivement une description tout à fait factuelle des travaux accomplis. Sans être opposé à la suggestion

indienne, que celle-ci touche au fond de la question ou non, il estime pour sa part que les délégations n'ont pas à modifier le texte des rapports des coordonnateurs dont elles ne sont pas l'auteur et qui leur sont soumis pour faire avancer les travaux sur un point particulier.

81. **M^{me} Rahamimoff-Honig** (Israël) juge que, pour rester véritablement près des faits, il faudrait sans doute évoquer plus largement le rôle joué dans les débats par les différents experts venus exposer aux délégations lors des réunions d'avril 2011 les travaux faits dans leur domaine de spécialisation en ce qui concerne les dispositifs explosifs improvisés.

82. **M. Singh Gill** (Inde) souscrit au point de vue de la représentante d'Israël et fait valoir que les rapports des coordonnateurs pour les questions traitées dans le cadre du Protocole V ont bien fait l'objet de modifications proposées par les délégations.

83. **M. Ercan** (Turquie) estime qu'il vaudrait peut-être la peine de creuser la question dans le cadre de consultations informelles avec le Coordonnateur.

84. **Le Président**, résumant la situation, note que le rapport à l'examen décrit bien de manière factuelle les travaux accomplis, cependant qu'un certain nombre de délégations souhaitent apporter au texte une modification mineure, que l'auteur du document est disposé à accepter. Il tient à souligner, toutefois, que de tels rapports restent sous l'autorité de leurs auteurs, ce dont les délégations devraient tenir compte avant de proposer d'y apporter des modifications, même s'il existe une pratique établie à cet égard.

85. *La note 4 du rapport du Coordonnateur pour les dispositifs explosifs improvisés (CCW/AP.II/CONF.13/2, par. 13) est supprimée.*

86. **Le Président** croit comprendre que la Conférence souhaite approuver les recommandations figurant au paragraphe 14 du rapport à l'examen, telles qu'elles ont été modifiées par l'auteur et formulées dans la version du 11 novembre.

87. *Il en est ainsi décidé.*

Examen du fonctionnement et de l'état du Protocole

88. **Le Président** accueille les deux États – Saint-Vincent-et-les Grenadines et la Serbie – qui sont devenus parties au Protocole II modifié après la douzième Conférence annuelle, ce qui, au 11 novembre 2011, porte à 97 le nombre des États qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole. Ce chiffre demeure relativement modeste eu égard à l'importance de cet instrument international, aussi le Président invite-t-il les États parties à étudier les moyens d'en favoriser l'universalisation et de renforcer l'application du Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention et des Protocoles y annexés. Il informe la Conférence que, eu égard au Plan d'action susmentionné et aux recommandations faites à la douzième Conférence annuelle, des lettres ont été adressées aux ministres des affaires étrangères des États qui ne sont pas parties à la Convention, les invitant à envisager l'adhésion de leur pays à la Convention et aux Protocoles y annexés, y compris le Protocole II modifié.

89. Quant à la situation en ce qui concerne le Protocole II initial, le Président rappelle que le Coordonnateur pour le fonctionnement et l'état du Protocole II modifié examine cette question dans son rapport (CCW/AP.II/CONF.13/2, par. 6 à 9). L'idée a été avancée, à la douzième Conférence déjà, de simplifier la structure de la Convention en mettant fin au Protocole II initial, jugé inapte à satisfaire les exigences humanitaires qui s'imposent aujourd'hui. Demeure le problème des États qui sont encore parties au Protocole initial, dont deux n'ont pas l'intention, pour diverses raisons, de consentir à être liés par le Protocole II modifié, ce qui fait obstacle à une simple extinction de l'instrument initial. Le Président rappelle la décision prise en la matière par les Hautes Parties contractantes à leur douzième Conférence, à savoir de poursuivre leurs contacts avec les Hautes Parties contractantes au Protocole II initial qui ne sont pas parties au Protocole II modifié pour les

encourager à le devenir, et faciliter ainsi l'extinction du Protocole II initial, étant entendu que toute mesure relative à l'extinction du Protocole II initial devra être prise avec l'accord des Hautes Parties contractantes audit protocole (CCW/AP.II/CONF.12/6, par. 25, al. c).

90. Le Président constate qu'aucune délégation ne souhaite intervenir au titre de ce point de l'ordre du jour.

Examen des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié

91. **Le Président** fait observer que, sur les 97 États qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole, seuls 50 ont remis leur rapport national pour 2011, conformément à l'article 13. Il y a lieu de signaler qu'une vingtaine d'États n'ont jamais soumis de rapport annuel national et qu'un tiers des Hautes Parties contractantes n'ont pas remis, en cinq ans, de mise à jour de leur rapport initial. Le Président rappelle que le Protocole II modifié impose aux États parties d'établir des rapports nationaux. Le secrétariat de la Convention a établi un tableau récapitulatif des rapports annuels nationaux soumis pour la treizième Conférence annuelle, qui sera annexé au document final de la Conférence, avec toute modification qui y serait apportée – il conviendra notamment d'ajouter le rapport de la Chine. Le Président constate qu'aucune délégation ne souhaite intervenir au titre de ce point de l'ordre du jour.

Examen de l'évolution des technologies, aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination

92. **Le Président** constate qu'aucune délégation ne souhaite intervenir au titre de ce point de l'ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 55.